Revue de presse
Articles publiés entre le 25 novembre et le 29 novembre 2013



Elections à Madagascar.....2
Coopération.....5
Catastrophes naturelles.....12
Genre.....14
Tourisme.....22
Santé.....23
Economie.....25
Développement durable.....28

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

LINFO.RE

Madagascar : les observateurs sur terrain dès le 28 novembre

27 novembre 2013



A la veille de l'ouverture de la campagne électorale pour le second tour, une équipe d'observateurs dépêchée par l'Union européenne descendra sur le terrain pour constater de visu le déroulement du scrutin.

Les observateurs internationaux, dont ceux de l'Union européenne, se déploieront à nouveau dans les différentes régions de Madagascar à 24 heures du coup d'envoi de la campagne de l'entre-deux-tours, soit à partir du jeudi 28 novembre.

C'est une forte équipe de 42 observateurs de longue durée, issue de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE-UE), qui sera mobilisée un peu partout sur la Grande île pour suivre de près le déroulement des opérations de vote.

Les émissaires européens resserreront les rangs des milliers autres observateurs nationaux, comme ce fut le cas lors du premier tour de l'élection présidentielle le 25 octobre dernier.

Chargée de superviser le second tour du 20 décembre, jumelé avec les législatives, la MOE-UE « *a pour mandat de présenter une évaluation détaillée et neutre du processus électoral* » et doit rendre son rapport complet dans un délai compris entre un et deux mois après la proclamation des résultats finaux, explique Midi Madagasikara.

L'Union européenne, comme de nombreux autres organismes internationaux à l'instar de l'Union africaine (UA) ou la Commission de l'Océan Indien (COI), s'implique dans le processus électoral malgache, en réponse à l'invitation du Gouvernement et de la Commission électorale nationale indépendante pour la transition (Cénit), plus que jamais soucieux d'organiser une élection transparente et crédible.

http://www.linfo.re/382-Politique/577965-Madagascar-les-observateurs-sur-terrain-des-le-28-novembre

Afriquinfos
L´actualité africaine à la minute...

Madagascar/présidentielle : Déploiement des 42 observateurs de longue durée de la Mission d'observation électorale de l'UE

28 novembre 2013



Les observateurs de longue durée de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne y suivront la campagne électorale, les préparatifs logistiques, la formation du personnel électoral, les activités de sensibilisation et celles des partis politiques.

Quarante-deux observateurs de longue durée de la Mission d'observation é lectorale de l'Union européenne (MOE UE) ont été redéployés jeudi matin dans leur zone de responsabilité, en vue du second tour des présidentielles, et des législatives prévues le même jour, le 20 d écembre, a indiqué cette entité jeudi.

Après une pause dans leur pays respectif, les observateurs sont arrivés les 25 et 26 novembre dernier dans la capitale malgache, où ils ont suivi une journée de formation par l'équipe d' encadrement de la MOE UE.

« Les observateurs de longue durée de la Mission de l'UE seront présents sur le terrain à partir d'aujourd'hui (jeudi). Nous espérons que leur travail renforcera la confiance des citoyens malgaches dans le processus électoral », a déclaré le chef observatrice de la MOE UE, Maria Muñiz de Urquiza, lors du dé ploiement.

« Le bon déroulement des scrutins du 20 décembre est essentiel pour confirmer la volonté de sortie de crise exprimée par les é lecteurs lors du premier tour de la présidentielle », a-t-elle continué.

Déployés en région, les observateurs de longue durée de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne y suivront la campagne électorale, les préparatifs logistiques, la formation du personnel électoral, les activités de sensibilisation et celles des partis politiques. Ils seront rejoints, une semaine avant le scrutin, par les 50 autres observateurs de la MOE UE, également retournés dans leur pays peu après le 1er tour des élections pré sidentielles.

Invitée par le gouvernement de transition d'Union nationale, la MOE UE est présente à Madagascar depuis le 25 septembre. Elle y observe, de manière impartiale, le processus électoral malgache dans son ensemble. Le 27 octobre dernier, Maria Muñiz de Urquiza a présenté une première évaluation relative au premier tour de l'é lection présidentielle.

Une seconde évaluation sera rendue publique 48 heures après le second tour des présidentielles et le scrutin législatif du 20 dé cembre. Un rapport final, comprenant une série de recommandations, sera ensuite publié un à deux mois après les résultats définitifs des élections, a indiqué la MOE UE. Notons que la campagne électorale relative au deuxième tour de l'élection présidentielle et les législatives débute vendredi à 6H00,heures locales sur tout le territoire national malgache.

Jean-Louis Robinson et Hery Rajaonarimampianina s'affronteront au deuxième tour de la présidentielle

http://www.afriquinfos.com/articles/2013/11/28/madagascarpresidentielle-deploiement-observateurs-longue-duree-mission-dobservation-electorale-lue-237325.asp

Coopération

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

INDIANOCÉANIE : Un protocole de coopération entre la COI et l'OIM conclu hier

29 novembre, 2013



Un protocole de coopération a été conclu hier entre la COI et l'OIM, faisant suite à un atelier de travail mardi et mercredi à Port-Louis et qui a aussi permis aux experts des pays membres de définir une liste de recommandations. L'atelier de deux jours était consacré aux migrations et au développement dans l'Indianocéanie. La région indianocéanique est en possession de données sur les profils migratoires des pays membres de la COI fournies par l'Organisation internationale des Migrations. Parmi les principales recommandations de l'atelier, on note la mise en place d'un groupe technique qui supervisera les initiatives régionales sur le thème « migration et développement ». Il est aussi question de renforcer la coopération entre les pays membres de la COI sur les conditions d'admission et de séjour. La mobilité régionale favorisera le développement économique et social en dynamisant les secteurs clé : emploi, tourisme, éducation, commerce et investissement intrarégional, sécurité alimentaire…La signature du protocole de coopération entre la COI et l'OIM, effectuée en présence de la représentante de l'Union européenne, Cécile Tassin-Pelzer, permet de renforcer les capacités de gestion et de partage de ces données au niveau des pays de la COI : Union des Comores, Madagascar, France/Réunion, Maurice et les Seychelles. La présence du ministre mauricien du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi, Shakeel Mohamed, qui a procédé à l'ouverture de l'atelier, confirme l'importance stratégique des politiques migratoires pour nos États insulaires. Le ministre a insisté sur la nécessité de chiffrer l'apport financier des flux migratoires et des diasporas aux économies des pays afin de pouvoir mobiliser les gouvernements. Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, a souligné, lors de son discours inaugural, que la gestion des mouvements migratoires pose des défis économiques et sociaux mais qu'elle génère aussi de nombreuses opportunités. «Nos peuples se sont forgés par vagues migratoires successives. L'Indianocéanie est fondée par nos généalogies imbriquées, qui nous relient à l'Afrique, l'Europe, l'Asie, la péninsule arabique aussi…

L'Indianocéanie est un laboratoire humain à nul autre pareil… Nous avons développé, naturellement, un certain génie de la gestion de la diversité.» Le directeur régional de l'OIM pour l'Afrique australe et orientale, Bernardo Mariano-Joaquim, a insisté pour sa part sur l'importance de la contribution des migrants au développement humain et économique. « La mobilité n'a jamais été aussi importante : plus d'un milliard de personnes, soit 1/7e de l'humanité, sont des migrants au niveau national et international.» Bernardo Mariano-Joaquim a assuré les responsables de la COI du soutien indéfectible de l'OIM dans la mission d'intégration régionale au bénéfice des pays de l'Indianocéanie.

http://www.lemauricien.com/article/indianoceanie-protocole-cooperation-entre-la-coi-et-l-oim-conclu-hier

CC

Zinfos974.com
le journal qui oZe

Signature d'un protocole de coopération entre la COI et l'OIM sur la mobilité régionale

27 Novembre 2013

La question de l'intégration des migrations dans la planification du développement était au coeur des discussions au cours d'une réunion entre l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et la Commission de l'océan Indien (COI). Cette réunion s'est tenue les 25-26 novembre à Port Louis et a permis la signature d'un protocole de coopération entre les deux organisations. Voici le communiqué de la COI :



"L'atelier de deux jours consacré aux migrations et au développement dans l'Indianocéanie a tenu ses promesses. La région indianocéanique est en possession de données sur les profils migratoires des pays membres de la COI fournies par l'Organisation internationale des Migrations.

Il s'agit, suite aux recommandations des experts régionaux présents à l'atelier, de prendre les mesures qui déclencheront les actions profitables à l'intégration régionale et au développement durable de l'Indianocéanie en renforçant les capacités de gestion de la migration pour les pays membres.
Parmi les principales recommandations, on note la mise en place d'un groupe technique qui supervisera les initiatives régionales sur le thème "migration et développement".
Il est aussi question de renforcer la coopération entre les pays membres de la COI sur les conditions d'admission et de séjour. La mobilité régionale favorisera le développement économique et social en dynamisant les secteurs clé : emploi, tourisme, éducation, commerce et investissement intrarégional, sécurité alimentaire...
La signature du protocole de coopération, le 25 novembre, entre la COI et l'OIM, effectuée en présence de la représentante de l'Union européenne, Cécile Tassin-Pelzer, permet de renforcer les capacités de gestion et de partage de ces données au niveau des pays de la COI : Union des Comores, Madagascar, France/Réunion, Maurice et les Seychelles.

La présence du ministre Mauricien du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi, l'Honorable Shakeel Mohamed, qui a procédé à l'ouverture de l'atelier, confirme l'importance stratégique des politiques migratoires pour nos Etats insulaires. Le ministre a insisté sur la nécessité de chiffrer l'apport financier des flux migratoires et des diasporas aux économies des pays afin de pouvoir mobiliser les gouvernements.
Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, a souligné, lors de son discours inaugural, que la gestion des mouvements migratoires pose des défis économiques et sociaux mais qu'elle génère aussi de nombreuses opportunités. "Nos peuples se sont forgés par vagues migratoires successives. L'Indianocéanie est fondée par nos généalogies imbriquées, qui nous relient à l'Afrique, l'Europe, l'Asie, la péninsule arabique aussi ; (...) L'Indianocéanie est un laboratoire humain à nul autre pareil.(...) Nous avons développé, naturellement, un certain génie de la gestion de la diversité".Le Directeur régional de l'OIM pour l'Afrique australe et orientale, Bernardo Mariano-Joaquim, a insisté sur l'importance de la contribution des migrants au développement humain et économique. "La mobilité n'a jamais été aussi importante: plus d'un milliard de personnes, soit 1/7ème de l'humanité, sont des migrants au niveau national et international".
Bernardo Mariano-Joaquim a assuré les responsables de la COI du soutien indéfectible de l'OIM dans la mission d'intégration régionale au bénéfice des pays de l'Indianocéanie."
CC
http://www.zinfos974.com/Signature-d-un-protocole-de-cooperation-entre-la-COI-et-l-OIM-sur-la-mobilite-regionale_a64803.html

Témoignages

Les données migratoires au service de la COI

Atelier "Migration et développement"

28 novembre 2013

Une réunion de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et de la Commission de l'océan Indien (COI) s'est tenue les 25 et 26 novembre à Port-Louis (Maurice) sur le thème de l'intégration des migrations dans la planification du développement. L'atelier a donné lieu à la signature d'un protocole de coopération entre la COI et l'OIM et permis aux experts des pays membres de définir une liste de recommandations.



Bernardo Mariano-Joaquim, Directeur régional de l'OIM pour l'Afrique australe et orientale, Shakeel Mohamed, Ministre du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi de la République de Maurice, Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, Cécile Tassin-Pelzer, Représentante de la Délégation de l'Union européenne à Maurice.

L'atelier de deux jours consacré aux migrations et au développement dans l'Indianocéanie a tenu ses promesses. La région indianocéanique est en possession de données sur les profils migratoires des pays membres de la COI fournies par l'Organisation internationale des Migrations.

Il s'agit, suite aux recommandations des experts régionaux présents à l'atelier, de prendre les mesures qui déclencheront les actions profitables à l'intégration régionale et au développement durable de l'Indianocéanie en renforçant les capacités de gestion de la migration pour les pays membres.

Parmi les principales recommandations , on note la mise en place d'un groupe technique qui supervisera les initiatives régionales sur le thème "Migration et développement".

Il est aussi question de renforcer la coopération entre les pays membres de la COI sur les conditions d'admission et de séjour. La mobilité régionale favorisera le développement économique et social en dynamisant les

secteurs clé : emploi, tourisme, éducation, commerce et investissement intra-régional, sécurité alimentaire.

Un apport économique

La signature du protocole de coopération, le 25 novembre, entre la COI et l'OIM, effectuée en présence de la représentante de l'Union européenne, Cécile Tassin-Pelzer, permet de renforcer les capacités de gestion et de partage de ces données au niveau des pays de la COI : Union des Comores, Madagascar, France/Réunion, Maurice et les Seychelles.

La présence du ministre mauricien du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi, l'Honorable Shakeel Mohamed, qui a procédé à l'ouverture de l'atelier, confirme l'importance stratégique des politiques migratoires pour nos États insulaires. Le ministre a insisté sur la nécessité de chiffrer l'apport financier des flux migratoires et des diasporas aux économies des pays afin de pouvoir mobiliser les gouvernements.

Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, a souligné, lors de son discours inaugural, que la gestion des mouvements migratoires pose des défis économiques et sociaux, mais qu'elle génère aussi de nombreuses opportunités. *« Nos peuples se sont forgés par vagues migratoires successives. L'Indianocéanie est fondée par nos généalogies imbriquées, qui nous relient à l'Afrique, l'Europe, l'Asie, la péninsule arabique aussi ; (...) L'Indianocéanie est un laboratoire humain à nul autre pareil. (...) Nous avons développé, naturellement, un certain génie de la gestion de la diversité ».*

Un milliard de migrants

Le Directeur régional de l'OIM pour l'Afrique australe et orientale, Bernardo Mariano-Joaquim, a insisté sur l'importance de la contribution des migrants au développement humain et économique. *« La mobilité n'a jamais été aussi importante : plus d'un milliard de personnes, soit 1/7ème de l'humanité, sont des migrants au niveau national et international ».*

Bernardo Mariano-Joaquim a assuré les responsables de la COI du soutien indéfectible de l'OIM dans la mission d'intégration régionale au bénéfice des pays de l'Indianocéanie.

CC

http://www.temoignages.re/les-donnees-migratoires-au-service-de-la-coi,72526.html

Atelier régional sur la migration à Maurice

25/11/2013



Maurice accueille les 25 et 26 novembre prochains un atelier régional pour la mise en place d'une politique migratoire adaptée au développement des pays de l'Océan Indien.

Comment adapter les stratégies de développement de chaque pays de l'Indianocéanie au flux migratoire ?
Des experts internationaux et régionaux, Hauts fonctionnaires d'Etat et des offices nationaux des statistiques sont appelés à réfléchir sur cette problématique lors d'un atelier de haut niveau organisé à Maurice les 25 et 26 novembre prochains.
Il s'agit d'une initiative de la Commission de l'océan Indien (COI) avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'organe mettra à la disposition de chaque pays de la région des statistiques précises sur son profil migratoire. Des données jugées indispensables pour l'élaboration d'une politique nationale de développement. Le protocole d'accord y afférent sera signé entre la COI et l'OIM le 25 novembre selon l'Agence de presse de l'Océan Indien.
AM

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/576255-Atelier-regional-sur-la-migration-a-Maurice

L'express du 27/11/2013

Les enjeux de la migration décortiqués

57 %. C'est le pourcentage de personnel qualifié qui aurait quitté Maurice pour trouver des meilleures conditions de travail et de vie aux quatre coins du globe. C'est ce qui ressort du discours d'ouverture de la conférence sur les profils migratoires dans les pays du bloc Afrique, Caraïbes, Pacifique membres de la Commission de l'océan Indien (COI), organisée par la COI et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à l'hôtel Labourdonnais, à Port-Louis, durant deux jours.

La COI et l'OMI ont signé un protocole d'accord, lundi, démontrant une volonté commune d'accompagner et de saisir les enjeux de développement que pose la mobilité dans la région. Un enjeu de taille, selon Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI : «*Les Indianocéaniens de l'étranger sont nombreux à indiquer leur désir de retour et leur souhait de contribuer au développement de nos pays. Il s'agit de créer les conditions nécessaires à la pleine exploitation de nos talents dans notre région.*» La gestion des flux migratoires a ses répercussions économiques aussi. Les transferts de fonds de la diaspora mauricienne avoisineraient, selon le ministre du Travail Shakeel Mohamed, quelque 220 millions de dollars. «*De l'argent qui retourne au pays et qui consolide nos économies*», dit-il.

AM

La Gazette de la Grande Ile
www.lagazette-dgi.com La vérité imprimée

Océan Indien : Les pays s'équipent pour faire face aux cyclones

Samedi, 23 Novembre 2013 06:14

Alors que la saison cyclonique débute dans la région du Sud-ouest de l'océan Indien, de nouvelles infrastructures de stockage de matériels d'urgence sont opérationnelles à Madagascar, aux Seychelles et aux Comores.

Ces investissements, financés par l'AFD en 2009, viennent renforcer la plate-forme d'intervention régionale pour l'océan Indien coordonnée par la Croix Rouge française .

Plus, selon les informations rendues publiques par l'AFD, il apparaît qu'afin d'améliorer l'efficacité en réponse aux catastrophes naturelles et de renforcer les capacités des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de la région, la plate-forme d'intervention régionale pour l'océan Indien (PIROI), basée à La Réunion, développe depuis plusieurs années un projet de pré-positionnement et de mutualisation de matériel humanitaire dans les pays de la région.

Et les mêmes données de rappeler, surtout, que En 2009, l'AFD a mis à disposition une subvention de 750 000€ au bénéfice des Croix-Rouge malgache et seychelloise et du Croissant-Rouge comorien pour le financement de leurs entrepôts de stockage de matériels d'urgence (abris temporaires, kit de traitement d'eau, biens de première nécessité …), dans le cadre d'un projet multi-pays sous maîtrise d'ouvrage de la Croix-Rouge française, à travers son programme PIROI.

Les quatre entrepôts, d'une capacité totale de 280 tonnes de matériels spécialisés dans le secours aux personnes, sont aujourd'hui livrés aux Seychelles, à Madagascar et aux Comores.

Madagascar, touchée chaque année par les cyclones, dispose de deux entrêpôts : un entrepôt principal de 750 m_ à Antananarivo, sur un terrain permettant à la Croix-Rouge malgache de développer parallèlement des activités de formation, et un entrepôt de 250 m_ à Tamatave, principal port du pays situé dans la zone très exposée de la

côte Est de la Grande île. Ces infrastructures permettent désormais aux pays de la région du Sud-ouest de l'océan Indien d'être en capacité de déployer un total de 500 tonnes de matériels pré-positionnés dans des entrepôts répartis à La Réunion, à Mayotte, à Madagascar, aux Comores, aux Seychelles et à Maurice.

Les stocks de matériels sont en cours d'installation, les entrepôts seront ainsi opérationnels pour le début de la prochaine saison cyclonique, qui débute officiellement le 15 novembre 2013 dans le bassin Sud-ouest de l'océan Indien.

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=35771:les-pays-sequipent-pour-faire-face-aux-cyclones&catid=41:politique&Itemid=55

MALANGO ACTUALITE

Une formation pour répondre aux catastrophes

20 Novembre 2013 Par Malango

Une cinquième formation de l'Equipe régionale de réponse aux catastrophes est organisée du 22 au 28 novembre 2013 à la Réunion.



La Croix-Rouge se mobilise pour apporter une aide d'urgence aux personnes affectées par les conséquences du cyclone Giovanna à Madagascar
Dans le cadre de son programme régional de gestion des risques de catastrophes, la PIROI (Plate-forme d'intervention régionale de l'océan Indien) de la Croix-Rouge française organise, en partenariat avec la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et la Commission de l'Océan Indien, la 5ème formation RDRT (Regional Disaster Response Team) qui aura lieu du 22 au 28 novembre 2013 sur le site du lycée agricole de Saint-Paul à la Réunion.

Ces formations, organisées depuis 2008 par la PIROI et la FICR, visent à renforcer les capacités de l'équipe régionale de réponse aux catastrophes, composée de volontaires et de personnel des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de la région expérimentés et formés afin d'être déployés dans les pays voisins en cas de catastrophe.

Cette année, la formation, axée sur la construction d'abris d'urgence, regroupera 16 équipiers de la zone océan Indien (Maurice, Seychelles, Comores, Madagascar, Réunion) mais également quatre en provenance du continent africain (Gabon, Congo, Rwanda, Burundi).

Grâce au partenariat régional entre la PIROI et la COI (Commission de l'Océan Indien) signé en avril 2012, l'exercice de simulation des 25 et 26 novembre intégrera également pour la deuxième année consécutive les représentants des sécurités civiles des pays de l'océan Indien. Enfin, cet exercice verra pour la première fois la participation du Bureau d'Afrique Australe du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

L'exercice de simulation mis en place par la PIROI et la FICR aura lieu le 26 novembre à 10h sur le site du lycée agricole de Saint-Paul, une occasion pour le public de rencontrer l'équipe régionale, les formateurs internationaux, les représentants des sécurités civiles ainsi que les partenaires du programme.

http://www.malango-actualite.fr/article/une_formation_pour_repondre_aux_catastrophes-10169.htm

Genre

L'Express QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE DE MADAGASCAR

Entreprendre au féminin
Le salon du savoir-faire remplace le forum

28 novembre 2013 Lantoniaina Razafindramiadana



Les femmes entrepreneures lors d'une conférence de presse qui s'est tenue, hier à Ivandry

Après deux éditions, le forum Entreprendre au féminin océan Indien n'aura plus sa raison d'être. Les échanges commerciaux le remplaceront.

Nouvelle résolution.

Le deuxième forum de Entreprendre au féminin océan Indien qui s'est tenu du 19 au 21 novembre au Palais du peuple des Comores a permis aux femmes entrepreneures de participer à de nombreuses rencontres économiques

dans le cadre des B to B. Selon Sylvia Pagès, présidente de la plate forme au niveau régional, 294 rencontres se sont tenues en trois, 62% sont estimées intéressantes et 16% permettront des actions de partenariat à court et moyen terme. Une soixantaine de conventions techniques et commerciales ont été signées. À l'issue de ces échanges, les membres ont décidé d'organiser à partir de l'année prochaine, le salon du savoir-faire féminin de l'océan Indien. Cet événement dont la première édition sera organisée en octobre 2014, vise à concrétiser le renforcement de capacité acquis pendant les forums. Il répond au thème du deuxième mandat, de 2014-2015, de Sylvia Pagès, à la tête de la présidence régionale, basé sur le thème du renforcement de capacités régionales et promotion du savoir-faire féminin.

Salon national

« Avec ce salon, les femmes entrepreneures confirment leur volonté d'échanger. Cette volonté qui se confirme par la signature d'une convention de partenariat avec le groupement des femmes entrepreneures du Cameroun et le réseau africain pour le soutien de l'entrepreneuriat féminin en Afrique australe. L'objectif final est en effet, d'exporter le savoir-faire féminin de l'océan Indien en Afrique et ce, dès 2015 », indique toujours Sylvia Pagès. C'était hier au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue à Ivandry. Les huiles essentielles et les produits artisanaux intéressent le plus le marché africain.
En guise de préparatifs pour ce grand événement, les femmes entrepreneures malgaches membres de Entreprendre au féminin, organiseront un salon du savoir-féminin au niveau national. Ce dernier se tiendra au cours du premier semestre de l'année prochaine dans la Capitale. « Ce salon national permettra d'identifier les produits de Madagascar exportables qui seront exposés au niveau régional », précise Sylvia Pagès. Pour revenir au forum des Comores, parmi les partenariats concrétisés figure le transfert de technologie dans le domaine de la bijouterie. Un opérateur malgache a acquis du matériel auprès d'un partenaire
comorien, un partenariat commercial est en phase de préparation dans la fourniture de tables d'écoliers en bois de pin par un opérateur de Madagascar auprès des opérateurs de Rodrigues et Seychelles.

AM

http://www.lexpressmada.com/entreprendre-au-feminin-madagascar/48508-le-salon-du-savoir-faire-remplace-le-forum.html

EFOI : Les femmes Malgaches brillent au Forum des Comores

28 nov 2013 ***R.Edmond***



Sylvia Pagès reconduite à la présidence de EFOI régional.

Le deuxième Forum de l'Océan Indien sur l'Entrepreneuriat au Féminin a eu lieu du 19 au 21 novembre dernier au Palais du peuple des Comores

Avec 23 femmes malgaches sur les 41 qui ont participé à ce 2e Forum de l'EFOI (Entrepreneuriat au Féminin Océan Indien) Madagascar a confirmé son rôle de moteur au niveau de l'Océan Indien en matière de promotion de l'entrepreneuriat au féminin dans la région.

Immense richesse. Placé sous le thème « valorisation du savoir-faire féminin dans l'Océan Indien », ce Forum a été l'occasion pour les femmes entrepreneurs Malgaches de démontrer l'immense richesse de la Grande Ile, aussi bien en matière de compétence que de ressources. *« Notre participation à ce Forum était importante car non seulement nous avons beaucoup de potentiels mais également et surtout, nous avons constaté que les Comores ont énormément de besoins »* a expliqué, hier lors d'une conférence de presse Sylvia Pagès Présidente de l'EFOI. Les femmes entrepreneures comoriennes s'intéressent notamment à tout ce qui concerne l'alimentaire, les meubles, ainsi qu'à la consultance. Une belle occasion en tout cas pour toutes les membres de l'EFOI d'échanger et de monter des projets de partenariat sur plusieurs secteurs comme l'artisanat, les huiles essentielles, l'aménagement mobilier, les meubles…

Positif. En tout, 300 contacts ont été réalisés au cours de ce deuxième Forum EFOI qui a comporté une trentaine de stands et qui a la présence d'environ 3 000 visiteurs. Ces échanges commerciaux serviront en tout cas de base aux futurs partenariats entre les femmes entrepreneures de la région. *« C'était très positif et il y aura forcément des retombées positives pour tout le monde »* selon toujours Sylvia Pagès qui vient d'être réélue à la présidence de l'EFOI pour un nouveau mandat de 2 ans. Et avec comme objectif de réussir à poursuivre le changement des mentalités et garantir la continuité de cet élan de promotion de l'entrepreneuriat féminin. Une promotion qui prendra d'ailleurs, une autre dimension puisque dorénavant le Forum de l'EFOI va se transformer en Salon du Savoir-faire des Femmes Entrepreneurs de l'Océan Indien dont la première édition aura lieu à la Réunion en octobre 2014. Mais avant cela, la prochaine étape pour EFOI Madagascar sera un salon national qui permettra de sélectionner les participantes au premier salon régional. Les sélectionnées bénéficieront par la suite de formations de renforcement de capacité.

Commission de l'Océan Indien. En somme, l'EFOI s'efforce de promouvoir le savoir-faire féminin dans la région. Et par la suite de le valoriser et l'exporter en Afrique. Sur ce point, d'ailleurs, l'EFOI participera au salon du savoir-faire au féminin en Afrique en 2015. Une grande opportunité en somme pour les femmes entrepreneures de l'Océan Indien en général et celles de Madagascar en particulier. Des femmes malgaches qui trouvent toujours l'occasion de briller dans leur domaine, puisque lors du Forum des Comores, par exemple, les expertises d'une femme malgache en matière d'huiles essentielles étaient retenues en exemple pour servir de développement de cette filière. A noter que le premier partenaire de l'EFOI et la Commission de l'Océan Indien qui, depuis sept ans, s'est engagé à accompagner, soutenir et promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans la région. Un engagement qui donne aujourd'hui des résultats satisfaisants.

AM

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2013/11/28/efoi-les-femmes-malgaches-brillent-au-forum-des-comores/

Voix de Femmes du 21/11/2013

FATOUMIA ALI BAZI, *chargée de mission*

« Au coeur des actions de la COI »

La chargée de mission de la COI a dit dans son discours d'ouverture *«mesurer avec satisfaction la plein implication des Comores dans l'organisation de ce deuxième forum régional, la volonté du gouvernement comorien de mobiliser les femmes dans le développement économique du pays et l'engagement de la présidence du conseil de la COI en faveur de la pleine expression du potentiel entrepreneurial de l'Indianocéanie* ».

« *Je lis dans le regard de chacun de vous la flamme de la réussite, le désir d'inclure la femme dans le devenir de nos Nations respectives et de l'espoir d'une région qui ne peut être prospère que si la femme prend toute sa place dans la réflexion* », a ainsi exprimé Fatoumia Ali Bazi.

Elle a rappelé, en outre, que le statut des femmes est « *au coeur des actions de la COI* » avec l'adoption en 2009 de la Politique et stratégie régionale genre pour donner corps



à ses actions en faveur des femmes. « *La stratégie globale permet aux Etats de la région de mieux répondre aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD), notamment à celui de la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes* », a-t-elle indiqué. Selon les propos de Fatoumia Ali Bazi, « *la promotion de l'entreprenariat féminin est un des quatre axes de cette stratégie genre. La COI a mobilisé plus d'un million d'euros en faveur de l'esprit d'entreprise des femmes de la région* ».

AM

Entreprendre au Féminin Océan Indien

Voix de femmes

Numéro spéciale édité à Moroni - 21/11/2013

Message du SG de la COI, *Jean Claude de l'Estrac*



La Commission de l'Océan Indien (COI) s'est engagée, depuis sept ans déjà, à accompagner, soutenir et promouvoir l'entreprenariat féminin dans la région.

Cet engagement donne aujourd'hui, des résultats satisfaisants dans les différents Etats membres. Un dynamisme s'est créé au fil des années et la plateforme régionale Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI) regroupe des centaines de femmes entrepreneurs des Comores, de France/Réunion, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles, réunies chacune dans des organisations nationales.

Cette appropriation par les femmes elles-mêmes a permis de conjuguer ensemble les efforts, de partager les expériences et de pousser vers une participation plus grande, même si elle est toujours insuffisante, des femmes dans le développement économique de l'Indianocéanie.

Le deuxième Forum de l'Océan Indien sur l'entrepreneuriat, tenu à Moroni (Comores) du 19 au 21 novembre 2013, témoigne de cette mobilisation des femmes de l'Indianocéanie. Les nombreuses rencontres entre ces femmes entrepreneures ont ouvert de nouvelles perspectives, créer de nouvelles opportunités de partenariats entre les opérateurs. La COI a aussi ouvert cette voie au niveau mondial grâce à son partenariat avec l'Association des femmes chefs d'entreprises mondiales (FCEM).

L'engagement de la COI se maintiendra encore conformément aux décisions de nos instances, notamment le 28e conseil de ministres en janvier 2013 au Seychelles, qui a demandé au secrétariat général de mobiliser des ressources pour mettre en place un programme d'appui aux femmes entrepreneures de la région, étant entendu que les impulsions décisives ne peuvent venir que de chacun de nos Etats.

Deuxième forum de l'Efoi

La femme entrepreuneure à l'honneur



Le deuxième forum de l'Océan Indien sur l'Entreprenariat Féminin a eu lieu du 19 au 21novembre 2013 au Palais du peuple des Comores. Les autorités comoriennes, parmi lesquels le vice-président en charge des Finances, la ministre de l'Entreprenariat féminin, le ministre de la Production, le gouverneur de l'île de Ngazidja, l'Officier permanant de liaison, ont honoré cette cérémonie riche en couleur, en plus du corps diplomatique et des organisations internationales accrédités à Moroni.

La Secrétaire général de Commission de l'Océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, était représentée par Fatoumia Ali Bazi, chargée de mission. Des représentantes des plateformes nationales d'Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI) ont fait le déplacement, ainsi que de nombreuses femmes à tel point que la grande salle du Palais de Hamramba était pleine à craquer. Ce forum de trois jours avait pour thème «Valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Indianocéanie».

La ministre Siti Kassim, qui a procédé à l'ouverture du forum, a souligné la dépendance économique des femmes qui conditionne leur faible participation à la vie publique. Elle s'est réjouie de se retrouver sous le signe du «*savoir-faire féminin en rapport avec l'entreprenariat gage de notre autonomisation économique qui constitue la condition sine qua non de notre liberté et de notre accès aux droit fondamentaux*».

L'EFOI a été créée sous l'impulsion de la COI en 2007 avec comme objectif de «*promouvoir l'entreprenariat des femmes en favorisant les opportunités d'affaires entre les membres, et en partageant des expériences et des savoirs pour les affaires*». La femme africaine rencontre de nombreux freins tels l'accès à l'éducation, à la formation et à l'information.

Sylvia Pagès : «garantir la continuité...»

La présidente régionale de l'EFOI, s'exprimant devant les autres femmes entrepreneures de la région présentes à Moroni, a salué «*l'engagement et le soutient indéfectibles de la COI*». Sylvia Pagès vient d'ailleurs d'être réélue en ce mois de novembre à la tête de la plateforme régionale pour les deux prochaines années. L'objectif de cette femme d'affaires malgache est de réussir à poursuivre le changement des mentalités et garantir la continuité de cet élan de promotion de l'entreprenariat féminin.



AM

Alwatwan du 25/11/2013

Clôture du deuxième forum régional de l'Efoi : un sentiment de satisfaction et des résolutions optimistes pour l'avenir

Le deuxième forum régional de la plateforme Entreprendre au féminin océan Indien (Efoi) est clôturé jeudi en début de soirée et l'ambition et la ferveur des participants n'étaient pas retombées pour ce dernier jour du programme. Riches en enseignement de toutes les activités réalisées lors du forum, les esprits se tournent vers l'avenir en espérant accentuer et pérenniser la valorisation du savoir-faire féminin dans l'Indianocéanie.

Durant trois jours, plusieurs séminaires ont formé les participants afin qu'ils puissent donner plus d'envergure à leur activité à un niveau régional. Ainsi, les thèmes «Comment exporter dans la région océan Indien», «Mieux connaître les incoterms (*International commercial terms*) utilisés» et «La coopérative, une structure adaptée pour développer et valoriser l'entreprenariat féminin», sont parmi les sujets qui ont été développés et qui témoignent de la volonté de l'Efoi à donner une réelle impulsion entrepreneuriale et professionnelle à ses membres.

Passant de la théorie à la pratique, le forum s'achève sur l'organisation de rencontres B2B (*Business to Business*) entre les participants venus de toute la région océan Indien. Le commerce interentreprises, qui désigne l'ensemble des échanges commerciaux entre les entreprises, les professionnels, les artisans et les associations, représente un pan essentiel vers le développement régional des petites et moyennes entreprises de la région.

Concrétisation

Il constitue un des axes stratégiques de l'Efoi : «Améliorer les échanges régionaux et internationaux».

Les rencontres B2B s'avèrent être un succès : près de trois cent rencontres ont eu lieu et ont abouti à une cinquantaine de Protocoles d'entente, c'est-à-dire à des conventions bilatérales ou multilatérales de partenariats techniques et commerciaux. Le business inter-îles avance vers une concrétisation, et la réussite des rencontres a mené à leur prolongement jusqu'au vendredi.

Cela témoigne de la réussite générale du forum, qui a réuni une centaine de femmes entrepreneures et des milliers de visiteurs et qui semble être un réel élan vers de nouvelles perspectives. Fatoumia Bazi, chargée de mission du secrétariat général de la Coi, insiste sur la nécessité de solidifier et pérenniser la structure pour lui assurer une efficacité quel qu'en soient ses représentants.



Sylvia Pages, présidente régionale de l'Efoi, se réjouit de la bonne organisation du forum et du volontarisme général. Elle rend compte ensuite des actions réalisées par l'Efoi au cours des deux dernières années, dont des partenariats avec l'Uccia, la Jci, la Meck, et le projet Amie.

Pour conclure, elle donne une perspective de la vision et des résolutions adoptées par l'Efoi en faveur de l'entreprenariat féminin, entre autres la mise en place d'un programme d'appui à l'entreprenariat féminin dans la région océan Indien, la garantie d'une visibilité accrue des actions de l'Efoi par le biais d'outils de nouvelles technologies et un portail piloté par Efoi, la mise en œuvre des partenariats signés avec le Réseau africain pour le soutien à l'entreprenariat féminin de l'Afrique centrale (Rasef-Ac) et le Groupement des femmes d'affaires du Cameroun (Gfac), et l'accroissement des échanges commerciaux, techniques et financiers entre les membres de la plateforme Efoi régionale.

La ministre de l'Emploi chargée de l'entreprenariat féminin, Siti Kassim, qui clôt le forum, réaffirme la volonté du gouvernement à soutenir toutes les actions en faveur de l'entreprenariat féminin dans le pays et dans la région. Entre joie, émotion et satisfaction, à la conclusion du forum, les présidentes régionales d'Efoi se réjouissent des avancées de la plateforme réalisées et de celles à venir, tout en ayant conscience du parcours important qu'il reste à accomplir avant un épanouissement total de l'entreprenariat féminin dans l'Indianocéanie.

Sivouzi Youssoufa,
stagiaire

AM

Clôture du deuxième forum régional de l'Efoi : un sentiment de satisfaction et des résolutions optimistes pour l'avenir

25/11/2013



Un sentiment de satisfaction et des résolutions optimistes pour l'avenir.

Le deuxième forum régional de la plateforme Entreprendre au féminin océan Indien (Efoi) est clôturé jeudi en début de soirée et l'ambition et la ferveur des participants n'étaient pas retombées pour ce dernier jour du programme. Riches en enseignement de toutes les activités réalisées lors du forum, les esprits se tournent vers l'avenir en espérant accentuer et pérenniser la valorisation du savoir-faire féminin dans l'Indianocéanie.

Durant trois jours, plusieurs séminaires ont formé les participants afin qu'ils puissent donner plus d'envergure à leur activité à un niveau régional. Ainsi, les thèmes «Comment exporter dans la région océan Indien», «Mieux connaître les incoterms (International commercial terms) utilisés» et «La coopérative, une structure adaptée pour développer et valoriser l'entreprenariat féminin», sont parmi les sujets qui ont été développés et qui témoignent de la volonté de l'Efoi à donner une réelle impulsion entrepreneuriale et professionnelle à ses membres. Passant de la théorie à la pratique, le forum s'achève sur l'organisation de rencontres B2B (Business to Business) entre les participants venus de toute la région océan Indien. Le commerce interentreprises, qui désigne l'ensemble des échanges commerciaux entre les entreprises, les professionnels, les artisans et les associations, représente un pan essentiel vers le développement régional des petites et moyennes entreprises de la région. Il constitue un des axes stratégiques de l'Efoi : «Améliorer les échanges régionaux et internationaux».

Les rencontres B2B s'avèrent être un succès : près de trois cent rencontres ont eu lieu et ont abouti à une cinquantaine de Protocoles d'entente, c'est-à-dire à des conventions bilatérales ou multilatérales de partenariats techniques et commerciaux. Le business inter-îles avance vers une concrétisation, et la réussite des rencontres a mené à leur prolongement jusqu'au vendredi. Cela témoigne de la réussite générale du forum, qui a réuni une centaine de femmes entrepreneures et des milliers de visiteurs et qui semble être un réel élan vers de nouvelles perspectives. Fatoumia Bazi, chargée de mission du secrétariat général de la Coi, insiste sur la nécessité de solidifier et pérenniser la structure pour lui assurer une efficacité quel qu'en soient ses représentants. Sylvia Pages, présidente régionale de l'Efoi, se réjouit de la bonne organisation du forum et du volontarisme général. Elle rend compte ensuite des actions réalisées par l'Efoi au cours des deux dernières années, dont des partenariats avec l'Uccia, la Jci, la Meck, et le projet Amie.

Pour conclure, elle donne une perspective de la vision et des résolutions adoptées par l'Efoi en faveur de l'entreprenariat féminin, entre autres la mise en place d'un programme d'appui à l'entreprenariat féminin dans la région océan Indien, la garantie d'une visibilité accrue des actions de l'Efoi par le biais d'outils de nouvelles technologies et un portail piloté par Efoi, la mise en œuvre des partenariats signés avec le Réseau africain pour le soutien à l'entreprenariat féminin de l'Afrique centrale (Rasef-Ac) et le Groupement des femmes d'affaires du Cameroun (Gfac), et l'accroissement des échanges commerciaux, techniques et financiers entre les membres de la plateforme Efoi régionale. La ministre de l'Emploi chargée de l'entreprenariat féminin, Siti Kassim, qui clôt le forum, réaffirme la volonté du gouvernement à soutenir toutes les actions en faveur de l'entreprenariat féminin dans le pays et dans la région. Entre joie, émotion et satisfaction, à la conclusion du forum, les présidentes régionales d'Efoi se réjouissent des avancées de la plateforme réalisées et

de celles à venir, tout en ayant conscience du parcours important qu'il reste à accomplir avant un épanouissement total de l'entreprenariat féminin dans l'Indianocéanie.

AM

http://fr.africatime.com/comores/articles/cloture-du-deuxieme-forum-regional-de-lefoi-un-sentiment-de-satisfaction-et-des-resolutions

Tourisme

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info

Prévisions revues à la hausse : La barre du million de touristes sera franchie

27 November 2013



Statistics Mauritius a revu à la hausse, mardi, ses prévisions pour les arrivées touristiques. Ainsi, il table sur un million de touristes cette année contre des arrivées de 965 441 en 2012.
Bonne nouvelle pour les opérateurs ! Les arrivées touristiques progresseront de 3,6 % cette année. L'objectif d'atteindre un million de visiteurs sera finalement atteint cette année, selon Statistics Mauritius qui, quelques mois plus tôt, prévoyait que 980 000 visiteurs. Par contre, les recettes touristiques accuseront d'une baisse de 6,5 % cette année (Rs 41,5 milliards) par rapport à 2012 (Rs 44,4 milliards). Ce qui démontre que le contexte économique demeure toujours difficile et que les touristes ne dépensent plus autant qu'avant.

Pour les neuf premiers mois de 2013, 694 443 touristes (+ 2,8 % par rapport à la même période en 2012) ont été enregistrés alors que les recettes se chiffraient à Rs 29,1 milliards (-8,9 %). Autre donnée : à la fin de septembre 2013, on comptait 106 hôtels en opération dans le pays avec une capacité de 11 866 chambres. Le taux d'occupation est estimé à 59 % durant cette période. Le nombre d'employés travaillant dans le

secteur est en baisse. On comptait 28 477 employés en mars 2013 contre 28 427 employés durant la même période en 2012.

Autre information relevée par Statistics Mauritius : durant les neuf premiers mois de l'année, Maurice a enregistré la plus faible croissance en termes d'arrivées touristiques par rapport à ses concurrents qui sont les Maldives, le Sri Lanka ou encore les Seychelles.

http://www.defimedia.info/live-news/item/42865-previsions-revues-a-la-hausse-la-barre-du-million-de-touristes-sera-franchie.html

Santé

Maurice : 12 cas de dengue enregistrés sur l'île depuis septembre

27 Novembre 2013



Le ministère de la Santé de l'île Maurice annonce avoir enregistré 12 cas de dengue depuis septembre 2013 dont le dernier cas recensé date de la semaine dernière, tout en soulignant que le virus de la dengue "*ne s'est pas propagé*". Les autorités mauriciennes déclarent ainsi avoir pris toutes les mesures en amont pour gérer le risque sanitaire.
En plus des actions planifiées de désinfection dans les endroits jugés à risques, les contrôles ont été renforcés à l'aéroport ainsi qu'au niveau du port.
Les passagers présentant un risque potentiel et qui débarquent sur l'île en provenance de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est sont soumis, dès leur arrivée à l'aéroport de Plaisance, à un test via une caméra thermique pour déterminer s'ils sont fiévreux.
Et les passagers concernés doivent également remplir un formulaire de santé, comme l'indique le journal *Le Matinal*.
http://www.indian-ocean-times.com/Maurice-12-cas-de-dengue-enregistres-sur-l-ile-depuis-septembre_a2630.html

Organisation mondiale de la Santé

Comprendre et lutter contre la violence à l'égard des femmes

La violence à l'égard des femmes constitue un problème majeur de santé publique et une violation des droits fondamentaux.



Pour les femmes dans de nombreuses régions du monde, la violence est l'une des principales causes de traumatismes et de handicaps, mais aussi un facteur de risque pour d'autres problèmes de santé physique, mentale, sexuelle et génésique (1–3). La violence a des conséquences à long terme chez ces femmes et leurs enfants, ainsi que des coûts sociaux et économiques pour la société tout entière (1–4).

De nombreux accords internationaux, parmi lesquels la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes des Nations unies, ont reconnu le droit fondamental des femmes à vivre sans violence (4).

http://www.who.int/reproductivehealth/topics/violence/vaw_series/fr/index.html

Economie

Les Seychelles devraient faire leur entrée à l'OMC fin avril

28 Novembre 2013



Après 18 ans de pourparlers, les Seychelles souhaitent intégrer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour la fin avril 2014.
En amont de cette accession, les Seychelles ont multiplié les accords bilatéraux avec le Canada, l'île Maurice, Oman, la Suisse, et dernièrement avec l'Union européenne et la Thaïlande.
Des discussions sont toujours en cours avec les États-Unis.
Selon l'OMC, lors des négociations, l'archipel dont le tourisme et la pêche sont les piliers économiques, s'est engagé à ce que leurs subventions allouées à l'exportation soient ramenées à zéro.
Les Seychelles exportent ainsi pour l'essentiel du thon en boîte vers l'Union européenne, premier partenaire commercial de l'archipel.
Dans un communiqué émis dès la fin des négociations bilatérales en octobre dernier, la Commission européenne insistait que selon elle l'adhésion des Seychelles "*serait la dernière contribution au processus de réforme économique et de développement des Seychelles*".

http://www.indian-ocean-times.com/Les-Seychelles-devraient-faire-leur-entree-a-l-OMC-fin-avril_a2641.html

AfriqueJet

Offensive économique des Emirats Arabes Unis vers l'Afrique

28/11/2013

Economie - Les Emirats Arabes Unis vouent un grand intérêt à l'Afrique au plan économique avec les multiples visites des chefs d'Etat africains depuis quelques mois, a indiqué mercredi à Abu Dhabi, le sous-secrétaire au Développement économique, Dr Mohammed Omar Abdallah.

'L'Afrique joue aujourd'hui un grand rôle et notre relation avec les pays africains est très bonne. Notre pays a plusieurs projets d'investissements en cours à travers l'Afrique et dans le futur nous comptons améliorer et augmenter notre présence dans ce continent', a déclaré Dr Omar Abdallah aux journalistes lors d'une conférence de presse organisée mercredi à Abu Dhabi dans le cadre des festivités du 42ème anniversaire de la journée de l'Unité des Emirats Arabes Unis (EAU) célébrée annuellement le 2 décembre.

Le ministre émirati en mis en exergue la tenue dimanche dernier à Abu Dhabi de la conférence sur le partenariat de développement et d'investissement en Guinée organisée en présence du président guinéen, Alpha Condé.

La rencontre, qui a duré deux jours, avait pour objectif de chercher de nouvelles voies économiques, d'investissement et de coopération au développement entre la Guinée, ses partenaires et investisseurs potentiels et des entreprises qui souhaitent saisir les opportunités d'investissement dans ce pays d'Afrique de l'Ouest dont les dirigeants présents à ce sommet ont présenté aux investisseurs diverses offres dans plusieurs secteurs.

Au cours de la conférence, le ministre émirati des Affaires étrangères, Dr Anwar Gargash, a déclaré que le commerce entre les Emirats Arabes Unis et la Guinée est passé de 37 millions à 180 millions de dollars américains entre 2008 et 2012 et que le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement a contribué à hauteur de 90 millions de dollars dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture en Guinée.

La rencontre a été organisée conjointement par le ministère émirati des Affaires étrangères, la Chambre de commerce et d'industrie d'Abu Dhabi et est soutenue par l'ONU, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Union africaine.

Par ailleurs, le sous-secrétaire émirati au développement économique a indiqué que le vice-président et Premier ministre émirati et gouverneur de Dubaï, Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, a reçu jeudi dernier séparément la présidente Ellen Johnson Sirleaf du Liberia et celle du Malawi, Joyce Banda.

Avec Sirleaf Johnson, Rashid Al Maktoum a exploré les possibilités d'ouverture des voies de communication bilatérale et les moyens appropriés pour renforcer la coopération bilatérale dans différents domaines, notamment en matière d'investissement, étant donné l'énorme richesse minérale dont regorge le Liberia.

Mme Sirleaf Johnson a affirmé l'intérêt de son pays de bénéficier de l'expérience de Dubaï dans la gestion de ses ports et d'établir des investissements conjoints entre les deux partenaires, a appris la PANA, de source officielle.

La présidente du Malawi, Joyce Banda, et Rashid Al Maktoum ont discuté de leur côté des relations bilatérales et des perspectives de la construction d'un cadre commun pour renforcer les relations commerciales et d'investissement dans l'intérêt des deux pays.

Joyce Banda a informé Cheikh Mohammed sur les potentialités géographiques et naturelles de son pays qui pourraient être utilisées pour la construction d'une industrie touristique attrayante, tout en indiquant le désir pour son pays de développer les infrastructures en bénéficiant de l'assistance des Emirats Arabes Unis dans ce domaine, a indiqué la même source.

La veille de la rencontre avec ces deux chefs d'Etat africains, le général Cheikh Mohamed Bin Zayed Al Nahyan, prince héritier d'Abu Dhabi, a reçu le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, et ils ont discuté des relations de coopération bilatérale, particulièrement dans les domaines économique et d'investissement et les moyens de les développer.

D'autre part, un sommet économique Egypte-Emirats Arabes Unis est prévu du 4 au 5 décembre prochain, a appris la PANA de bonne source. L'exécutif égyptien, rappelle-t-on, a effectué un voyage en octobre dernier à Abu Dhabi où il a signé avec les autorités émiraties plusieurs accords dont le financement des installations de stockage de la nourriture, des cliniques et l'attribution de 50.000 unités de logement.

Signalons enfin que ce mercredi, le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, dans un accord de prêt, va fournir à la Mauritanie 110 millions de dirhams pour le financement d'une route qui va jusqu'à la frontière avec le Mali afin d'accroitre les échanges commerciaux entre la Mauritanie et les pays voisins.

L'accord de prêt a été signé par Mohammed Saif Al Suwaidi, directeur général par intérim du Fonds, et le ministre des Affaires économiques et du Développement de la République de Mauritanie, Sedi Weld Babha Weld Altah.

Les Emirats Arabes Unis, une fédération formée en 1971 et constituée de sept Emirats qui sont Abu Dhabi, capitale de la fédération, Dubaï, Sharja, Ajman, Ummal-Qaiwain, Ra's al-Khaimah et Fujaïrah, a une population estimée à plus de 5 millions d'habitants et plus de trois millions d'expatriés.

http://www.afriquejet.com/actualites/13834-offensive-economique-des-emirats-arabes-unis-vers-l-afrique.html

Développement durable

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Vive l'Indianocéanie pour un développement durable !

25 novembre 2013

Samedi dernier, à la Faculté de Droit et d'Économie de l'Université de La Réunion, s'est déroulé un séminaire très intéressant sur le bilan et les perspectives de la C.O.I. (Commission de l'Océan Indien). Cela, 30 ans après la création de cette institution pour un co-développement régional solidaire de cinq pays : Madagascar, Maurice, les Seychelles, les Comores et La Réunion.



Lors d'une récente conference, on a exposé au public le bilan et les perspectives de la Commission de l'Océan Indien. Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire general de cette instance (au centre) a souligné : « nous voulons rendre la COI plus visible, plus audible et plus crédible ».

Environ une centaine de personnes — étudiant(e)s, professeur(e)s, responsables de la COI, dont le secrétaire général Jean-Claude de l'Estrac,

et militants associatifs — ont participé à cette rencontre durant une journée. Avec Jean-Claude de l'Estrac, il y avait notamment ses trois prédécesseurs : le Réunionnais Wilfrid Bertile, professeur d'Université, Mohamed Caabi El-Yachroutu, Ambassadeur de l'Union des Comores auprès de la République de Madagascar, et Callixte d'Offay, Ambassadeur pour les Îles de la COI, conseiller diplomatique à la Présidence des Seychelles.

Parmi les autres personnalités présentes ayant contribué à la réussite de ce séminaire, on peut également citer Mboara Adrianarimanana, ancien Secrétaire général du Ministère malgache des Affaires étrangères, et Anil Gayan, ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Maurice. Il y a eu également les contributions de Corinne Duboin, Vice-présidente du Conseil scientifique de l'Université de La Réunion, et de Jérôme Dorvidal, Docteur en histoire, spécialiste de relations internationales dans l'océan Indien, chargé d'enseignement à l'Université de La Réunion.

La sécurité alimentaire de nos peuples

Le séminaire a commencé par des exposés de ces personnalités sur le "Cadre d'intervention de la COI", en particulier sa construction politique ***(voir encadré)*** et les relations des divers pays avec cette institution. Parmi les invervenant(e)s de la matinée, il y a eu également Laurent Sermet, Professeur à l'Université de La Réunion, qui a présenté une analyse du cadre juridique de la COI, et Elsa Percevault, chargée d'enseignement, Doctorante en droit à l'Université de La Réunion, sur "Les RUP et PTOM de la France dans l'océan Indien et la COI".

La seconde partie du séminaire fut consacrée aux *« domaines d'intervention de la COI ».* À ce sujet, Wanda Yeng-Seng, Maître de conférences à l'Université de La Réunion, a évoqué plusieurs défis importants à relever ensemble, comme la sécurité alimentaire de nos peuples, la protection de l'environnement et le respect des droits de cette communauté pour continuer à construire l'Indianocéanie.

« Un partage équitable des richesses »

Ensuite, Jeannot Ramiaramanana, Professeur d'économie à l'Université d'Antananarivo, a mis l'accent sur le fait que *« nous devons parler d'une même voix pour nous faire entendre »* face aux responsables des graves problèmes de nos pays, comme *« la corruption, les fortes inégalités, la dépendance économique »,* afin d'instaurer *« un partage équitable des richesses dans les différents pays de la COI et entre eux ».* Pour cela, il a exprimé le souhait que *« l'on évite que le processus reste au niveau des seuls décideurs institutionnels et que l'on mette la population au centre du développement durable, en se recentrant sur l'identité de notre région indianocéanique ».*

Pour leur part, Romain Pinchon, Christophe Houry et Leila Gaspard, chargés d'enseignement et Doctorants en droit à l'Université de La Réunion, ont parlé successivement de "la contribution de la COI à lutte contre la pêche illicite", de "La COI et la connectivité aérienne régionale : notre région, notre monde" et des relations entre la COI et l'Union européenne.

Solidarité avec le peuple chagossien

Ces interventions ont été suivies d'un débat, au cours duquel a notamment été posé le problème du statut de La Réunion au sein de la République française et la nécessité d' *« une bonne gouvernance pour réaliser les projets de développement et une synergie au sein de l'océan Indien »* . Un professeur de géographie a également signalé la gravité de l'injustice imposée au peuple chagossien, déporté de son pays de façon totalement illégale depuis plus de quarante ans, donc la nécessité pour la COI de soutenir le droit au retour des Chagossiens dans leurs îles.

Après ce débat très constructif, la parole a été donnée au journaliste Paul Hoarau, qui a fait part de ses "Réflexions sur l'avenir de la notion d'Indianocéanie". Un concept et une cause qu'il défend avec d'autres démocrates réunionnais depuis des décennies, mais qui malheureusement, dit-il, n'est pas encore assez reconnue par une grande partie des dirigeants politiques.

Une *« formidable journée »*

En tout cas, pour Paul Hoarau, plus que jamais nous devons nous battre pour *« une reconnaissance de la communauté indianocéanienne et sa consécration politique, afin de dire non à la politique de suprématie et de séparation néo-coloniale toujours mise en œuvre par les anciennes puissances colonisatrices ».* À cette fin, dit-il, sur la base d'une histoire commune que partagent les peuples de nos cinq pays, nous devons réaliser une politique indianocéanienne commune, solidaire dans le respect de nos diversités et renforcer notre front indianocéanien.

En conclusion de ce séminaire, Jean-Claude de l'Estrac, a d'abord félicité Paul Hoarau et tous les autres intervenants pour cette *« formidable journée »* , dont il a souligné la richesse des questionnements, inquiétudes mais aussi propositions pour renforcer l'œuvre accomplie par la COI depuis trente ans. Pour l'ancien ministre mauricien, Secrétaire général de la COI et auteur d'un livre solidaire du peuple chagossien **(1)**, *« nous voulons rendre la COI plus visible, plus audible et plus crédible »* afin de répondre aux besoins de nos peuples. Voilà pourquoi nous disons plus que jamais : vive l'Indianocéanie pour un développement durable !

http://www.temoignages.re/vive-l-indianoceanie-pour-un-developpement-durable,72428.html

Bande dessinée

Saison 3, épisode 1

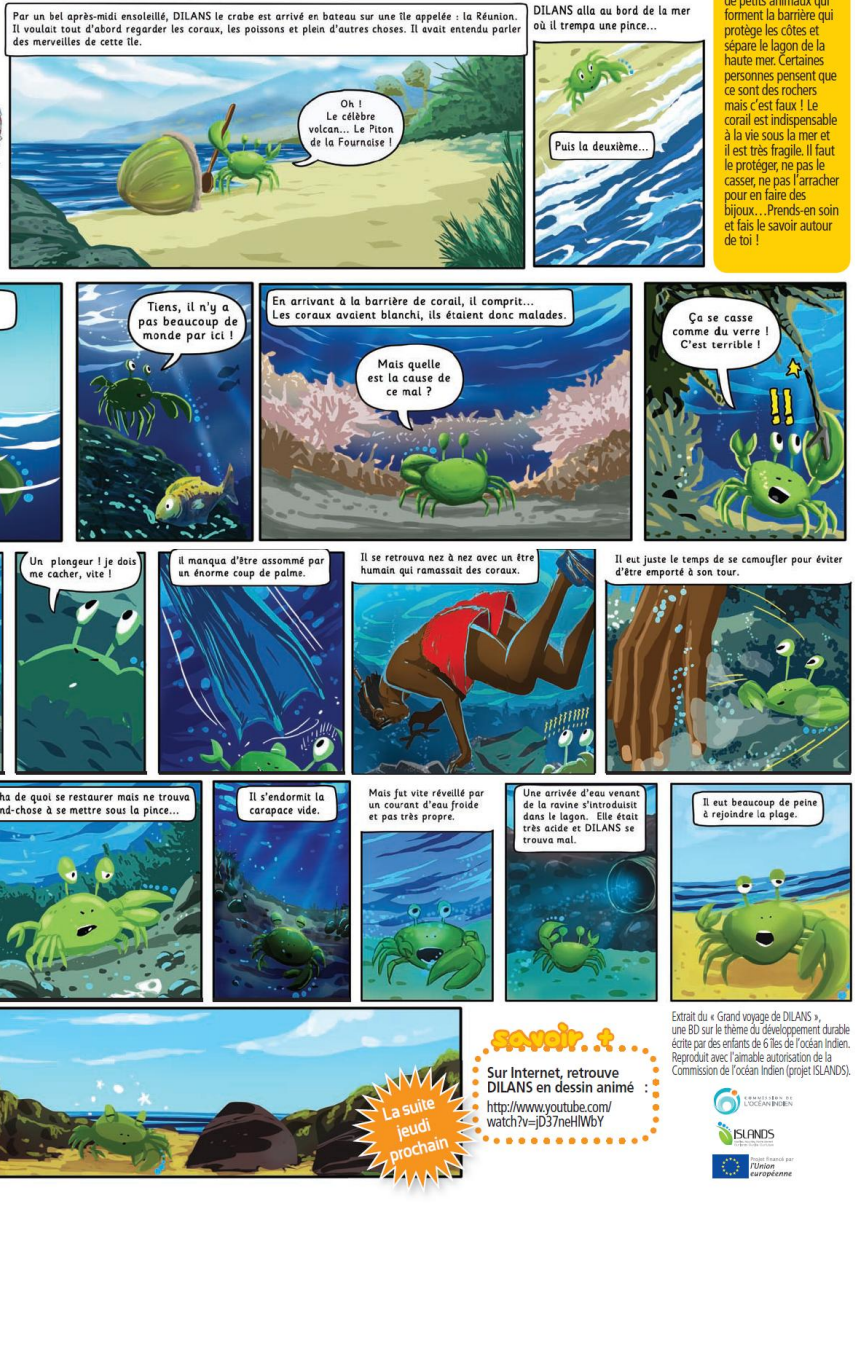
DILANS à la Réunion s'intéresse à la protection des coraux

D'après une histoire de :

la classe CM2-B (Std V) de l'école Philippe Vinson, Saint-Denis, Île de la Réunion.



Dessinateur : Thierry Permal



comprendre

Le corail

Sais-tu que le corail est vivant ? C'est un animal et ce que tu vois est son squelette ! Les coraux sont un assemblage de petits animaux qui forment la barrière qui protège les côtes et sépare le lagon de la haute mer. Certaines personnes pensent que ce sont des rochers mais c'est faux ! Le corail est indispensable à la vie sous la mer et il est très fragile. Il faut le protéger, ne pas le casser, ne pas l'arracher pour en faire des bijoux…Prends-en soin et fais le savoir autour de toi !

savoir +

Sur Internet, retrouve DILANS en dessin animé : http://www.youtube.com/watch?v=jD37neHlWbY

Extrait du « Grand voyage de DILANS », une BD sur le thème du développement durable écrite par des enfants de 6 îles de l'océan Indien. Reproduit avec l'aimable autorisation de la Commission de l'océan Indien (projet ISLANDS).